



URGENCE : DÉFENDONS NOS DROITS ET LIBERTÉS !

Retrait total de la loi « Sécurité Globale »

Le gouvernement développe un arsenal répressif et autoritaire qui remet en cause les libertés fondamentales de toutes et tous.

Le gouvernement profite de l'état d'urgence sanitaire qui confie à l'Exécutif des pouvoirs exceptionnels, pour faire passer des lois et promulguer des textes qui portent atteinte aux libertés et aux droits sociaux.

La proposition de loi « sécurité globale » crée un précédent dans l'histoire de notre pays. Elle représente un véritable tournant dans l'instauration d'une surveillance généralisée et dans l'atteinte à la liberté de la presse et la liberté d'observer.

Elle s'inscrit par ailleurs dans un continuum sécuritaire avec une succession de textes liberticides :

- Le schéma national du maintien de l'ordre valide la stratégie du conflit, renforce les moyens de surveillance et porte notamment atteinte à la liberté de la presse ;
- Le projet de loi dite « confortant le respect des principes de la République » s'en prend à la liberté d'association ;
- Trois décrets du 2 décembre dernier autorisent le fichage généralisé des personnes en fonction de leurs opinions, mais également de leur appartenance syndicale ;
- Un amendement à la loi de programmation de la recherche criminalise le droit à manifester des étudiants.

Face aux licenciements, aux suppressions d'effectifs, à la croissance des inégalités, à l'explosion de la pauvreté, le gouvernement se donne les outils pour surveiller, réprimer et essayer de contenir les contestations populaires et les luttes sociales.

Dans un contexte de montée du chômage et de la précarité, de démantèlement des services publics et de remise en cause des droits et garanties collectives, ces atteintes à nos droits et libertés publiques individuelles et collectives construisent un avenir où violences sociales, répression et violences étatiques seraient facilitées.

Le SNP2E dénonce le discours sécuritaire du gouvernement qui prétend protéger la population et la République, alors qu'il remet en cause nos droits et nos libertés.

La diffusion des images de l'évacuation violente d'un camp de migrants, place de la République à Paris et du passage à tabac du producteur de musique Michel Zecler, est venue percuter la proposition de loi « Sécurité globale ».

Les manifestations pour l'abandon de la proposition de loi « sécurité globale » dans tout le pays ont d'ores et déjà réuni des centaines de milliers de personnes.

Leur succès, partout en France, a fragilisé la position du gouvernement et nourri une crise politique autour de l'article 24.

Tant que les textes liberticides (schéma du maintien de l'ordre, loi « sécurité globale », loi « confortant les principes républicains ») ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

Le 16 Janvier, le 30 janvier, Le SNP2E-FO appelle à rejoindre et renforcer les mobilisations afin de défendre nos droits et nos libertés !